



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

fonctionnement

Question au Gouvernement n° 3228

Texte de la question

## POLITIQUE DE L'ÉDUCATION

M. le président. La parole est à M. Michel Lefait, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Michel Lefait. Depuis quatre ans, monsieur le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative, vous, vos prédécesseurs et le Gouvernement êtes gaillardement à la manœuvre dans une entreprise de démolition de l'éducation nationale (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe UMP*) : 50 000 postes d'enseignants supprimés, autant de prévus d'ici à 2013, casse de la maternelle, disparition des RASED. Voilà quelques-uns des instruments que vous avez choisis par assurer la casse de notre école élémentaire et bâtir à sa place une école du tri, une école à plusieurs vitesses.

Vous êtes même allés jusqu'à inventer une prime à la casse pour récompenser les recteurs et les chefs d'établissement qui appliqueraient avec zèle votre politique du chiffre, prêtant la main à votre triste besogne.

Or, à chaque fois que nous vous reprochons votre politique suicidaire et destructrice d'emploi, qui sacrifie l'avenir de la nation, vous nous accusez de toujours réclamer davantage de moyens sans que cela ait jamais produit les effets escomptés, bien au contraire.

Eh bien, il va falloir réviser votre discours et changer de litanie, au moins pour ce qui est de l'école primaire et de l'enseignement supérieur car il se trouve que dans une récente note de synthèse sur l'emploi public, le Conseil d'analyse stratégique, institution proche du Premier ministre, vient d'établir que la France a l'un des taux d'encadrement des élèves les plus faibles de tous les pays de l'OCDE ("*Eh oui !*" sur les bancs du groupe SRC) : seulement six enseignants pour cent élèves chez nous contre plus de huit au Portugal, en Grèce ou bien encore en Italie. Or, point n'est besoin d'être grand clerc pour comprendre que les enjeux en termes d'éducation se situent à l'école maternelle et à l'école primaire avec l'apprentissage du calcul, de la lecture et de l'écriture. Vous ne pouvez pas l'ignorer.

Alors, si vous ne voulez pas qu'à la suite de l'initiative de la FCPE Nord-Pas-de-Calais se créent partout en France des comités de salut public de l'éducation, ...

M. le président. Merci, monsieur Lefait.

M. Michel Lefait. ...appliquez plutôt vos coups de rabot aux niches fiscales et aux avantages exorbitants que vous avez multipliés pour les nantis. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. le président. La parole est à M. Luc Chatel, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative.

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative*. Monsieur Lefait, si nous prenions un petit peu de recul. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Le budget adopté par le Parlement cette année pour l'éducation nationale est de 60,5 milliards d'euros. Pour boucler la loi de finances, le Parlement a prévu que, cette année, l'État emprunterait 180 milliards d'euros, soit trois fois le budget de l'éducation nationale.

M. Marcel Rogemont. La faute à qui ?

M. Bernard Roman. Cessez donc de faire des cadeaux fiscaux !

M. Luc Chatel, *ministre*. Peut-on continuer éternellement dans cette direction qui implique de faire payer aux enfants actuellement scolarisés les 20 000 euros de dette qui serviront à payer leurs études ? La réponse est non.

Face à cela, que pouvions-nous faire ? (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. Jean Glavany. Supprimez les niches fiscales !

M. Luc Chatel, *ministre*. Fallait-il, comme au Royaume-Uni, en Italie, au Portugal ou en Grèce, licencier des enseignants ? La réponse est non.

Fallait-il fermer un tiers des écoles primaires comme l'ont fait certains pays d'Europe ? La réponse est non.

Nous avons choisi de ne pas remplacer la moitié des fonctionnaires partant à la retraite.

M. Henri Emmanuelli. Et la TVA sur la restauration ?

M. Luc Chatel, *ministre*. Et malgré cela, monsieur Lefait, à la rentrée prochaine, il y aura davantage de professeurs qu'il n'y en avait lorsque vos amis étaient au Gouvernement.

Alors, monsieur le député, si on regardait la réalité en face, si on parlait enfin positivement de l'école. Si on rappelait que, depuis la dernière rentrée scolaire, cette politique a permis d'augmenter de 10 % les enseignants en début de carrière ce qu'aucun autre pays européen n'a fait. Si vous pensiez plutôt, monsieur Lefait, aux millions de collégiens qui vont être accueillis dans leur établissement pour du soutien scolaire, soutien scolaire qui n'existait pas avant 2007, ou aux 200 000 élèves qui vont bénéficier pendant les vacances scolaires d'un soutien pour une remise à niveau. C'est cela positiver l'école.

Mme Martine Lignières-Cassou. C'est scandaleux : l'école est en train de régresser !

M. Luc Chatel, *ministre*. C'est cela la politique que nous avons choisie pour moderniser l'école de la République. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Michel Lefait](#)

**Circonscription :** Pas-de-Calais (8<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3228

**Rubrique :** Enseignement

**Ministère interrogé :** Éducation nationale, jeunesse et vie associative

**Ministère attributaire :** Éducation nationale, jeunesse et vie associative

## Date(s) clé(e)s

**Question publiée le :** 11 mai 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 11 mai 2011